



CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

**Pour
LA MISE EN PLACE D'UN MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES
ET DE SERVICES**

Relatif à

**LA FOURNITURE D'UN RÉSEAU DE
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A HAUT DEBIT
ET TRES HAUT DEBIT POUR LES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE
CHAMPARDENNAIS ET D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS
PUBLICS**

**Coordonnateur :
Université de Reims Champagne-Ardenne
9 Boulevard de la Paix
CS 60005
51724 Reims Cedex**

Conformément aux dispositions de l'article 28 II de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est constitué :

Entre :

L'Université de Reims Champagne-Ardenne
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Sis 9 Boulevard de la Paix
CS 60005
51724 Reims Cedex
Représenté par son Président
SIRET : 95 112 966 004 35
Ci-dessous désigné comme « **coordonnateur** »

Et

Les établissements, désignés en annexe n°1 de la présente convention, désignés comme « **membres** »

Une convention de groupement de commandes dans laquelle les dispositions suivantes sont arrêtées :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes, conformément aux dispositions de l'article 28 II de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, afin de conclure un accord cadre à bons de commandes, suite à la fin du marché TELEMUS initialement géré par l'ex région Champagne-Ardenne, et dans un objectif d'assurer une continuité de service aux membres du groupement qui sont usagers.

ARTICLE 2 : Périmètre du groupement, objet et durée du marché

Le présent groupement est constitué exclusivement pour la passation et l'exécution du marché public afférent au renouvellement du réseau TELEMUS.

L'objet du marché concerne ainsi la fourniture d'un réseau de télécommunications et les prestations associées afin de garantir une offre de service télécommunication aux membres du groupement.

La durée du marché est d'un an renouvelable une fois par décision expresse du Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 3 : Modalités d'adhésion et de retrait du groupement de commandes

3.1. Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes selon ses règles propres de fonctionnement.

Aucune adhésion d'un membre, non prévu initialement dans la présente convention n'est autorisée en cours de procédure.

3.2. Retrait du groupement

Le retrait d'un membre du groupement n'est pas permis en cours de procédure.

Article 4 – Composition et durée du groupement de commandes

Les établissements listés dans l'annexe n°1 sont membres du groupement. Chaque établissement est représenté par son représentant légal.

Le groupement est constitué à compter de la signature de la présente convention par tous les établissements.

En cas de procédure infructueuse ou sans suite, la présente convention demeure valable pour l'éventuelle relance de la procédure.

Il prend fin, en ce qui concerne la procédure, au jour de la transmission par le coordonnateur aux membres du groupement de l'ensemble des pièces procédurales et contractuelles du marché.

Un comité de suivi est mis en place chargé de procéder à tout examen de révision du bordereau de prix et plus largement des modifications proposées par le fournisseur impliquant l'ensemble des membres du groupement.

Article 5 - Désignation et rôle du coordonnateur

Les membres du groupement décident de constituer un comité de rédaction et de suivi chargé de suivre et piloter les opérations de procédure, puis de suivre l'exécution des contrats, afin de veiller notamment à l'harmonisation de leurs conditions d'exécution, le cas échéant en recourant à une tierce personne. Ce comité de rédaction est composé de l'URCA et de l'UTT.

L'université de Reims Champagne Ardenne, URCA, est désignée coordonnateur du groupement et du comité de suivi.

Conformément à l'article 28 II de l'ordonnance précitée le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles de la commande publique, notamment du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du contractant.

A ce titre, il est notamment chargé de procéder :

- à l'organisation des opérations de passation des contrats en application des dispositions de l'ordonnance et du décret précités ;
- au choix du titulaire après avis de la commission d'attribution créée à cet effet ;
- à la transmission des pièces contractuelles et du rapport de présentation aux membres du groupement.
- à la conclusion des avenants intervenant au cours de l'exécution du marché
- à la coordination du pilotage de l'exécution du marché.

Article 6 – Composition et fonctionnement de la commission d'attribution

Une commission d'attribution est créée.

Elle est présidée par le président de l'Université de Reims Champagne Ardenne, coordonnateur, ou son représentant.

Elle donne son avis au représentant légal du coordonnateur sur l'analyse des réponses reçues et sur l'attribution du marché.

La commission est composée comme suit :

- avec voix délibérative : le président ou le directeur de chaque membre du groupement ou son représentant, à raison d'une voix par membre du groupement
- avec voix consultative :
 - Des experts compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation, désignés par le représentant légal du coordonnateur, sur proposition d'un ou de plusieurs membres du groupement
 - Le nombre maximal de membres à voix consultative est de 1 par établissement.

Dans un souci d'efficience (notamment de déplacements) la commission pourra se prononcer par visioconférence, ou conférence téléphonique ou autre communication électronique dès lors que ses membres puissent débattre de façon simultanée et continue.

Elle pourra valablement se prononcer si au moins la moitié des représentants à voix délibérative est présente.

Article 7 – Engagements particuliers de chacun des membres

7.1 Analyse des besoins collectifs

Chaque membre s'engage à évaluer ses besoins propres et à les transmettre au coordonnateur qui se charge, avant le lancement de la procédure, d'exprimer précisément les besoins collectifs en tenant compte des contraintes, attentes et suggestions de chacun des membres.

Sur la base des besoins estimés, le coordonnateur définit la procédure de passation à mettre en œuvre conformément aux dispositions des textes en vigueur.

7.2 Engagement des adhérents

Chaque membre du groupement s'engage à suivre l'exécution du marché et à passer ses propres bons de commande auprès du titulaire en fonction de ses besoins.

Article 8 – Financement des opérations

L'intégralité des frais de procédure (dont les frais de publicité) et de fonctionnement, hormis les frais de déplacement des membres, est prise en charge par le coordonnateur.

Chacun des membres prend en charge les frais occasionnés par les déplacements de ses agents liés à la préparation et à la passation des contrats.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Le titulaire du marché est rémunéré par chacun des membres du groupement à hauteur des bons de commande qu'il émet.

Article 9 – Modification de la convention

Toute modification de la présente convention doit obtenir l'accord de tous les membres effectifs du groupement et sera établie par avenant.

Article 10 – Responsabilité et contentieux

Le groupement ne possédant pas de personnalité juridique propre, les responsabilités incombent, au coordonnateur, pour la passation de la procédure.

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés lors de l'exécution de la présente convention et d'éventuels litiges, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, ne trouvant pas de solution amiable, ressort du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Le coordonnateur reçoit mandat des membres du groupement pour agir en justice à l'égard des tiers et du contractant du marché à l'occasion de tout litige né de la passation du marché objet de la présente convention.

Signature

Dénomination de l'établissement membre :

Fait à

Le

Cachet et signature :

Annexe n° 1 à la convention de groupement de commande

1. Université de Reims Champagne-Ardenne, URCA
Désignée comme « coordonnateur »
2. L'université de Technologie de Troyes, UTT
désignée comme « membre »
3. Le centre hospitalier universitaire de Reims, CHU
désigné comme « membre »
4. Le centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Reims, CROUS
désigné comme « membre »
5. L'Ecole Polytechnique Féminine, EPF
désignée comme « membre »
6. L'école supérieure d'arts et de design de Reims, ESAD
désignée comme « membre »
7. L'école supérieure de commerce de Troyes, Y SCHOOLS
désignée comme « membre »
8. Le Conservatoire National des Arts et Métiers, CNAM Grand Est
désigné comme « membre »
9. Le Réseau CANOPE
désigné comme « membre »
10. L'institut Supérieur de Promotion Industrielle
désigné comme « membre »
11. Le CEA
désigné comme « membre »
12. ATRAMI de Reims (ONISEP)
désigné comme « membre »